



HAL
open science

Introduction. De la contestation de la globalisation à la guerre en Irak

Jacques Fontanel, Fanny Coulomb

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Fanny Coulomb. Introduction. De la contestation de la globalisation à la guerre en Irak. *Annuaire français de relations internationales*, 2004. hal-03326364

HAL Id: hal-03326364

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03326364v1>

Submitted on 25 Aug 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Introduction.
De la contestation de la globalisation à la guerre en Irak

Jacques Fontanel
Fanny Coulomb

Annuaire Français des Relations Internationales
2004.

Après l'effondrement de l'Union soviétique, nombre de chercheurs ont annoncé une mondialisation heureuse. Le capitalisme était alors considéré comme le système économique le plus performant, conduisant inéluctablement à la fin des guerres (ce qu'avait d'ailleurs déjà espéré en son temps Proudhon) et à une situation sociale optimale, avec la victoire prochaine de la démocratie libérale. Certes, d'autres économistes ont annoncé les conflits économiques entre les Etats, la perte d'influence des Etats par rapport aux firmes multinationales, l'essor du régionalisme intégré. Cependant, en un peu plus d'une décennie, les Etats-Unis ont commencé à perdre de leur influence, la guerre en Irak a été engagée, la Chine devient progressivement une grande puissance sur laquelle compter et le capitalisme lui-même se conjugue à plusieurs formes et régimes qui s'éloignent notablement de l'illusion libérale.

After the collapse of the Soviet Union, many researchers announced a happy globalization. Capitalism was then considered to be the most efficient economic system, leading inevitably to the end of wars (as Proudhon had already hoped in his time) and to an optimal social situation, with the forthcoming victory of liberal democracy. Of course, other economists have predicted economic conflicts between states, the loss of influence of states in relation to multinational firms, the rise of integrated regionalism. However, in a little more than a decade, the United States has begun to lose influence, the war in Iraq has begun, China is gradually becoming a great power to be reckoned with, and capitalism itself is being combined with several forms and regimes that are notably different from the liberal illusion

Globalisation, guerre, guerre économique, régionalisme, paix
Globalization, war, economic war, regionalism, peace.

La globalisation économique, dans sa version la plus heureuse, était supposée conduire à la paix. Or, l'année 2003 est marquée par la guerre en Iraq, laquelle a été précédée par la guerre en Afghanistan. Elle est aussi celle de l'échec de la Conférence de Cancún et de la montée de l'altermondialisme et des contestations théoriques de la mondialisation. Il est intéressant, dans ce contexte, de rappeler les théories marquantes de la globalisation et de montrer en quoi elles ont un intérêt pour expliquer les conflits, les pensées et les crises économiques.

LA GLOBALISATION « HEUREUSE »

La logique libérale est dominante dans l'économie contemporaine. Le cadre des négociations multilatérales de libéralisation, qui concernaient jusqu'alors principalement les marchandises, a récemment été élargi aux services, à l'investissement et à la propriété intellectuelle. La déréglementation des marchés financiers internationaux et la multiplication de nouveaux instruments (produits dérivés) ont entraîné une globalisation financière. Les opérations transnationales réalisées par les firmes multinationales se sont accélérées depuis le début des années 1990, contribuant à unifier le marché mondial.

La « pensée dominante », idéologie à prétention universelle, est favorable au développement du capital international. Elle considère que la libéralisation du commerce et de l'investissement conduit à la croissance économique,

(*) Professeur en Sciences économiques et vice-président chargé des relations internationales à l'Université Pierre Mendès-France (Grenoble, France).

(**) Maître de conférences en Sciences économiques à l'Université Pierre Mendès-France (Grenoble, France).

favorisant ainsi l'emploi, la qualité et la hausse du niveau de vie de tous les agents économiques dans le monde. La compétition réduirait la propension à l'inefficacité, en permettant aux entreprises les plus rentables de s'imposer sur le marché. Le principe de la « destruction créatrice » de Joseph Schumpeter, qui met l'innovation au centre de la croissance économique, entre dans cette logique. De même, on retrouve l'idée que les pays et les firmes peuvent bénéficier pleinement de leurs avantages comparatifs grâce à la globalisation. Si Nike a installé sa première usine au Japon, lorsque les salaires ont suivi la courbe du développement économique, l'entreprise s'est alors localisée en Corée et aux Philippines, fournissant à ces pays de nouvelles capacités productives. Les firmes multinationales participeraient ainsi à l'essor des économies en développement, par des investissements fondés sur la faiblesse relative des salaires entre les pays, suivant la logique des avantages comparatifs mise en avant par Ricardo (1). Certes, les pays souverains peuvent conserver leurs propres standards de commerce et de développement, mais le protectionnisme conduit au maintien d'entreprises non compétitives, qui pénalisent l'ensemble de l'économie nationale.

Plusieurs économistes partagent une vision optimiste de la globalisation. Ainsi, Alain Minc considère que le capitalisme ne peut pas s'effondrer car, contrairement à la démocratie, c'est l'état naturel de la société (2). L'économiste américain Gary Becker a voulu montrer que le champ de l'analyse économique s'étendait à l'ensemble des comportements et des décisions humains. Le système de marché permet d'atteindre l'équilibre général, en même temps que la libération des initiatives individuelles, la multiplication des centres de décision et une forte capacité d'adaptation. Même si le marché ne couvre pas tous les besoins des hommes (ce n'est pas son objectif) et s'il est souvent déséquilibré, avec un ajustement de l'offre et de la demande impliquant des délais douloureux et une domination des grandes firmes, même si la liberté d'entreprise est abandonnée aux plus forts, la recherche d'un équilibre malheureux est une situation préférable à un déséquilibre (temporairement) heureux. L'économie l'emporte définitivement sur le politique et ses prétentions.

L'idée de la globalisation est fondamentalement ancrée dans le corpus théorique du libéralisme. Selon celui-ci, le système fonctionne avec grande efficacité si les règles du « laissez faire » et du libre-échange sont respectées. C'est à la fois la fin de l'histoire annoncée par Fukuyama (3) et la domination sans partage des choix fondés sur le calcul économique. Aujourd'hui, Gilder peut ainsi affirmer que l'imposition des riches réduit l'investissement et que l'augmentation des salaires limite la propension au travail. Pour lut-

(1) P. BROWN/B. SCHWEKE, *Globalization : An examination of the Pros and Cons*, Corporation for Enterprise Development, septembre 2001.

(2) A. MINC, *La Mondialisation heureuse*, Plon, Paris, 1997.

(3) F. FUKUYAMA, *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion, Paris, 1991.

ter contre la pauvreté, il faut laisser les riches investir et les pauvres travailler (4). Les maîtres mots de la mondialisation sont la concurrence, la compétitivité, le libre-échange, la stabilisation monétaire et la privatisation. Pour le reste, les problèmes écologiques ou les inégalités de revenus ne constituent que des conséquences des mécanismes normaux des marchés.

Pour les économistes de la globalisation, il existe une forte érosion du système national et international hérité de la dernière Guerre mondiale. Jeffrey Sachs considère ainsi que l'effondrement du communisme ainsi que de toutes les politiques économiques qui se prévalaient de fondements antilibéraux similaires (5) témoignent de l'inefficacité des politiques autarciques, même si leurs premiers effets peuvent s'avérer positifs (6), avant l'essor du gaspillage, de la corruption et de la prévarication. Seul le modèle libéral permet la destruction des entreprises non rentables et la baisse des prix au profit des consommateurs. Le rôle de l'Etat devrait ainsi se limiter à la protection du système de libre-échange généralisé. En outre, Jeffrey Sachs (7) prête à la globalisation le rôle de favoriser la démocratie et de diminuer les tensions guerrières. « *Quand les produits bougent, les soldats ne le font pas* » (8). Les considérations économiques sont trop fortes dans les démocraties libérales pour que les conflits puissent émerger (9). Pour lui, la fin du communisme et la diffusion du modèle démocratique à économie de marché constituent le progrès essentiel de la fin du deuxième millénaire (10). On retrouve ici la réflexion anglo-saxonne sur les vertus pacifiantes du capitalisme et du développement économique, qu'avait exprimée en son heure Adam Smith. Contrairement à List et à l'école historique allemande, on ne parle pas d'économie nationale, mais plutôt d'une économie cosmopolite vers laquelle il conviendrait de tendre, qui s'accompagnerait d'une paix internationale durable.

(4) G. GILDER, *Richesse et Pauvreté*, Albin Michel, Paris, 1981.

(5) J.D. SACHS, « Consolidating capitalism », *Foreign Policy*, printemps 1995, p. 50.

(6) J.D. SACHS, « Consolidating capitalism », *Foreign Policy*, printemps 1995.

(7) J.D. SACHS, *op. cit.*, p. 51.

(8) W. CROWE, « Address to American Chamber of Commerce », *Notes on Economic Affairs*, United States Information Service, 29 septembre 1995, pp. 2-6.

(9) A. MINC, *La Mondialisation heureuse*, Pocket, Paris, 1997; P. LADARDE/B. MARIS, *Ah Dieu! Que la Guerre économique est jolie*, Albin Michel, Paris, 1998; C. JULIEN, *La Mondialisation. Un défi pour les citoyens*, Bruno Leprince Editeur, Paris, 1998; F.X. CHEVALLIER, *Le Bonheur économique*, Albin Michel, Paris, 1998; Elie COHEN, *La Tentation hexagonale*, Fayard, Paris, 1996; B.R. BARBER, *Djihad versus McWorld*, Desclée de Brouwer, Paris, 1996; J.L. LEVET, *Sortir la France de l'impasse*, Economica, Paris, 1996; J. ADDA, *La Mondialisation de l'économie*, La Découverte, Paris, 1996; A. BRENDEL, *L'Impératif de solidarité*, La Découverte, Paris, 1996; J.Y. CARFANTAN, *L'Épreuve de la mondialisation*, Le Seuil, Paris, 1996; E. MELCHIOR/J.P. MELCHIOR, *Marianne déboussolée*, L'Aube, Paris, 1996; A. MINC, *La Vengeance des Nations*, Grasset, Paris, 1990; G. LAFAY, *Comprendre la Mondialisation*, Economica, Paris, 1997; F. TEULON, *La Nouvelle Économie mondiale*, PUF, Paris, 1993; F. TEULON, *L'État et le capitalisme au XX^e siècle*, PUF, Paris, 1992; J. FONTANEL, *De L'État-Providence à l'État-Collaborateur ou les incidences d'une mondialisation mal maîtrisée*, in CUREI, *Espace Europe, Crise et Puissance*, juillet 1997; J. FONTANEL, « Globalization and peace », papier présenté à la Conférence on Peace, Amsterdam, juin 1996; R. BOYER, *Mondialisation au-delà des mythes*, La Découverte, Paris, 1997; R. BOYER/D. DRACHE, *States Against Market*, Routledge, Londres/New York, 1996.

(10) J.D. SACHS, *op. cit.*, p. 49.

L'idée selon laquelle la globalisation génère des gains mutuels au niveau international, et non une guerre économique, a également été défendue par Ohmae (11). Selon lui, la fin de la Guerre froide a facilité la remise en cause des Etats-nations traditionnels. Le développement des communications et des infrastructures réduit le temps et l'espace et créent un nouveau monde, un village global, avec une réduction de la souveraineté des Etats (12), ceux-ci étant de plus en plus au service d'intérêts particuliers. Dans ce monde interdépendant, il n'y a pas d'Etats vainqueurs ou vaincus, car soit les consommateurs, soit les producteurs bénéficient de cette nouvelle concurrence mondiale (13). Cependant, Ohmae souligne la domination de la Triade dans l'économie mondiale (14), ainsi que l'essor d'Etats-régions, qui constituent des facteurs de croissance importants. Bhagwati (15) a également développé l'idée de la disparition du rôle économique de l'Etat dans le processus de globalisation, avec la mise en place d'une culture « cosmopolite », grâce au développement des technologies de l'information et de la communication. Dans l'ordre économique, les relations entre les Etats sont horizontales et non verticales. Il n'existe pas d'intérêt national au-delà du bien-être des consommateurs individuels, lequel exige le respect des lois du capitalisme. Avec l'ère nucléaire, les guerres conventionnelles entre les grandes puissances sont hautement improbables, ce qui conduit au déclin du militarisme. L'économie est un facteur de paix.

LA GLOBALISATION NÉCESSAIRE, MAIS PAS SUFFISANTE

L'idée selon laquelle la globalisation est un facteur de paix est réfutée par de nombreuses analyses, notamment celle de Kenneth Arrow (16). Celui-ci rappelle que la mondialisation n'est pas un phénomène récent : elle a débuté avec le capitalisme il y a cinq siècles. Ce n'est pas non plus un phénomène purement économique : les religions, qui ont constitué les premiers vecteurs de la mondialisation, sont aujourd'hui les principales causes de tension internationale. Arrow caractérise la globalisation par cinq éléments : le commerce international, les mouvements de capitaux, la migration des peuples, la migration des organismes vivants (incluant les pathogènes) et la diffusion et l'homogénéisation possible des cultures et des idées (17). Ces mouvements peuvent être positifs, comme certains investissements directs étrangers dans les économies en développement, mais aussi négatifs, comme la diffusion

(11) K. OHMAE, « Putting global logic first », *Harvard Business Review*, janvier-février 1995, pp. 119-125.

(12) K. OHMAE, *De L'Etat-Nation aux Etats-régions*, Dunod, Paris, 1996.

(13) K. OHMAE, *The Borderless World*, Collins, New York/Londres, 1990, p. xii.

(14) K. OHMAE, *The Borderless World*, Collins, New York/Londres, 1990, p. xii.

(15) J. BHAGWATI, « Regionalism and Multilateralism : an overview », in J. DE MELO/A. PANAGARIYA, *New Dimensions in Regional Integration*, The World Bank, Washington, 1992.

(16) K. ARROW, *Pax Economica*, n° 5, 2001.

(17) K. ARROW, *La Globalisation et ses implications pour la sécurité*, Pax Economica, Grenoble, printemps 2001.

internationale du sida. La recherche de simplification des relations va à l'encontre de l'hétérogénéité; elle ne laissera vivantes que 600 langues à peine en 2100, contre plus de 6 000 aujourd'hui. Pourtant, la globalisation n'est pas synonyme de paix. La période de « mondialisation » de la fin du XIX^e a débouché sur la Première Guerre mondiale, générant des ruptures économiques et la renaissance des nationalismes revanchards. Aujourd'hui, la globalisation montre ses faiblesses systémiques, avec le terrorisme.

Avec la globalisation économique, de nouvelles normes et règles s'imposent au monde : les privatisations et l'ouverture économique, mais aussi l'élargissement des espaces démocratiques, l'amélioration de la prise de conscience internationale des droits de l'homme, la mise en place de programmes communs en faveur du développement et de l'environnement (mais aussi des conditions sociales et de lutte contre la pauvreté). La globalisation entraîne aussi une uniformisation des normes techniques des outils de communication (Internet, téléphones cellulaires, fax, transports rapides, conception assistée par ordinateur). Pour autant, la globalisation ne profite pas à tous les pays dans le monde. Beaucoup ont vu au cours de ces dernières années stagner ou reculer leur indice de développement humain. Ainsi, Paul Krugman (18) conteste l'idée selon laquelle la mondialisation est une condition suffisante de la prospérité économique. Il considère les relations économiques internationales comme secondaires. Le discours sur la compétitivité des nations est à la fois fallacieux et dangereux pour la paix internationale; la « théorie pop » du commerce international, qui privilégie l'orthodoxie monétaire, est néfaste. Certes, la mondialisation n'est pas responsable de la crise économique (19); le progrès technologique en est le principal facteur et la globalisation des marchés peut contribuer à la combattre. Cependant, il ne s'agit que d'une solution de « *second best* » (20). Dans une autre perspective, Amartya Sen (21), l'un des chantres de la lutte contre la pauvreté, explique que la mondialisation peut se muer en un processus fécond, à condition d'en mesurer les effets sur l'emploi et les conditions de vie. Le développement des solidarités est nécessaire pour qu'elle devienne un levier de lutte contre la misère. Dans le même ordre d'idée, le PNUD (22) est favorable à la globalisation, laquelle suppose de nouveaux marchés, des jeux d'acteurs transformés et des normes internationales généralisées.

Dans le contexte contemporain dominé par l'idéologie du laissez-faire, plusieurs économistes reconnaissent que la libéralisation économique ne suffit pas à garantir la disparition de la pauvreté, du sous-développement ou

(18) P. KRUGMAN, « Competitiveness : A dangerous obsession », *Foreign Affairs*, vol. 73, n° 2, pp. 28-44.

(19) P.R. KRUGMAN, *La Mondialisation n'est pas coupable. Vertus et limites du libre-échange*, La Découverte, Paris, 1998.

(20) P. KRUGMAN, « Le Libre-échange, solution de second rang », *Problèmes économiques*, n° 2 366, 1994.

(21) A. SEN, « Travail et droits. Politiques sociales et protection sociale », *Revue internationale du travail*, vol. 139, n° 2, 2000.

(22) PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, De Boeck & Larcier s.a., Paris/Bruxelles, 1999, p. 30.

de la violence. Ils soulignent également l'importance des politiques publiques dans la mondialisation. De fait, l'intervention de l'Etat reste essentielle, notamment au niveau des règles du commerce et des investissements. La « gouvernance économique globale » est assurée par de nombreuses organisations internationales, qui vont dans le sens de la globalisation, notamment l'OMC et les accords économiques régionaux. Plusieurs accords particuliers entre grands groupes de pays sont en gestation ou fonctionnent déjà sur un mode mineur, mais éventuellement à fort potentiel, notamment les groupes de coordination politique (G7, G10, G22, G77, OCDE).

Les écrits de Robert Reich (23), Secrétaire du Travail de l'ex-Président Clinton, illustrent l'idée selon laquelle l'intervention de l'Etat reste importante, même si la mondialisation est inéluctable et ses effets négatifs inévitables. Selon cet auteur, la désintégration des économies nationales doit être considérée comme inéluctable, même si les citoyens sont condamnés à plus d'insécurité et menacés de paupérisation. Les forces du marché sont supérieures à la puissance des grands Etats. Elles favorisent la mobilité du capital et les procédures de délocalisation ; elles limitent l'action macro-économique des Etats ; elles conduisent à l'égalisation des coûts du travail et à l'obsolescence progressive des droits des travailleurs et de la sécurité sociale. L'existence d'une sorte de « *comprador élite* » dans les grands centres du capitalisme mondial, largement indépendante des formes étatiques, est nécessaire au progrès économique d'une société moderne. Après leur déclin, les revenus de la majorité de la population pourront être restaurés grâce aux financements de cette minorité privilégiée. La mondialisation favorise l'innovation, la baisse des prix et la recherche exclusive de la maximisation du profit et des dividendes. Le marché est ainsi appréhendé comme un substitut du gouvernement : c'est un mode de « gouvernance » satisfaisant, qui conduit à une production optimale (24). Les firmes multinationales dictent leur loi, pour l'avantage des consommateurs et des citoyens d'un monde démilitarisé. Avec le creuset (*melting-pot*) qu'impose la globalisation, l'identité nationale se perd en faveur d'une nouvelle identité internationale. Reich prône cependant « *un nationalisme économique positif* », qui suppose l'action de l'Etat (25), notamment par le biais de la politique industrielle. Il faut en effet orienter le capital et le travail vers les industries à haute valeur ajoutée par travailleur, pour maintenir la supériorité économique américaine.

L'interventionnisme économique pour gagner la guerre économique est aussi préconisé par Edward T. Luttwak (26). Cependant, le modèle actuel de « turbo-capitalisme » conduit à la disparition des modèles étatiques de développement et de la gestion bureaucratique, avec la privatisation de toutes

(23) R. REICH, *The Work of Nations*, Vintage Books, New York, 1992.

(24) R. REICH, *The Work of Nations*, Vintage Books, New York, 1992.

(25) R. REICH, *L'Economie mondialisée*, Dunod, Paris, 1993.

(26) E.N. LUTTWAK, *Le Turbo-capitalisme*, Editions Odile Jacob, Paris, 1999.

les activités. Ce système est caractérisé par l'absence de contrôle politique, la fin des syndicats, la volatilité des capitaux et l'absence de toute régulation. Il entraîne une précarité accrue pour la majorité de la population, au bénéfice exclusif d'une minorité privilégiée. S'il est créateur de richesses et de dynamiques de développement, il aggrave aussi les inégalités internes.

Pour Lester Thurow (27), un nouveau jeu économique, avec de nouvelles règles et stratégies, est en train de se mettre en place avec la globalisation (28). Dans la concurrence économique internationale contemporaine, la matière grise constitue l'avantage compétitif décisif. Le soutien public est ainsi plus que jamais essentiel, au niveau de la recherche-développement, des infrastructures de communication et des investissements à long terme. Tout l'enjeu pour les États est de maintenir la matière grise sur leur territoire, alors même que les délocalisations se multiplient. Plus généralement, un problème politique se pose aux démocraties contemporaines. Comment les États peuvent-ils renforcer leurs règles face à la puissance des multinationales ? Le capitalisme est un système fondamentalement inégalitaire.

Si, dans le passé, la bourgeoisie a su contenir les poussées révolutionnaires par des acquis sociaux, (cf. la politique de Bismarck, les politiques keynésiennes du Welfare State), cette logique n'existe pas dans l'économie contemporaine. Les exclus de la croissance sont aujourd'hui à la recherche de nouvelles valeurs (le fondamentalisme religieux, par exemple) et de nouvelles organisations. La mondialisation génère ainsi une instabilité politique croissante.

LA GLOBALISATION DANGEREUSE

D'autres analyses de la mondialisation, nettement négatives et contestataires, se sont développées, notamment en France. Ainsi, Maurice Allais explique que l'économie de marché ne peut fonctionner que dans un cadre institutionnel, moral, politique, qui lui assure à la fois la stabilité et la régulation (29). Il est absurde de confier les arbitrages sociaux à une rationalité économique dont l'existence n'est qu'une hypothèse hautement improbable. Il existe en fait une pluralité de logiques à côté de l'économique, qui justifie l'exercice de la démocratie. Mais la mondialisation détruit progressivement les valeurs nationales et la souveraineté des États, en faveur d'acteurs multinationaux multiples, aux valeurs démocratiques discutables. Elle favorise la convergence des modes de consommation, des cultures, des goûts, sans

(27) L. THUROW, *The Future of capitalism? How today's economic forces shape tomorrow's world?*, William Morrow and Company, Inc, New York, 1996.

(28) L. THUROW, *The Future of capitalism?. How today's economic forces shape tomorrow's world?*, William Morrow and Company, Inc, New York, 1996.

(29) M. ALLAIS, « La Mondialisation, le chômage et les impératifs de l'humanisme », papier présenté à l'Unesco, « Science et humanisme », 9-10 avril 1999.

référence à une quelconque volonté populaire. René Passet (30) parle quant à lui de « *triadisation* » et dénonce l'illusion néo-libérale de la globalisation qui condamne des cultures, secrète des inégalités constantes, rend le travail plus précaire et moins bien rémunéré et provoque les conditions des conflits et des dominations. Dans la même lignée, pour Ricardo Petrella (31), les marchés globaux détruisent l'économie nationale et le capitalisme national. La guerre est susceptible de prendre des formes nouvelles fondées sur des formes d'esclavage économique au profit des grandes firmes multinationales, sans autres champs de bataille qu'un marché faiblement concurrentiel. Un autre angle d'attaque de la globalisation est celui de la dénonciation du poids croissant du complexe militaro-industriel dans les pays industrialisés. Dans une perspective marxiste, Claude Serfati (32) considère ainsi que la mondialisation est d'abord armée. La course aux armements conduite par les Etats-Unis permet à leur gouvernement d'imposer la mondialisation comme mode de développement, avec ses inégalités Nord-Sud et ses effets prédateurs sur l'environnement. Il s'agit donc bien d'une « mondialisation armée », fondée sur la marchandisation de la planète et une insécurité programmée, avec des organisations au service des intérêts des pays dominants.

Ce bref aperçu des analyses contemporaines de la globalisation montre l'hétérogénéité des points de vue des économistes sur ce sujet. De fait, le débat économique a été ravivé par les mutations accélérées de l'économie mondiale depuis le début des années 1990.

Les trois articles proposés dans cette rubrique éclairent quelques aspects particuliers de l'économie mondiale contemporaine.

D'abord, se situant dans le courant de la « globalisation dangereuse », l'article de Pierre Berthaud et Michel Rocca pose la question des normes sociales définies par les firmes multinationales. Les stratégies globales permettent à ces entreprises de remettre en cause les modèles développés dans la période des trente glorieuses. Loin du « *nationalisme positif* » de Reich, les entreprises globalisées proposent de nouvelles normes sociales, lesquelles sont susceptibles de favoriser les producteurs des pays en développement, mais conduisent aussi à contester celles des pays les plus développés.

Ensuite, Steve Coissard présente l'économie internationale selon Paul Krugman, un économiste très célèbre outre-Atlantique, connu par quelques phrases fameuses, comme « *la mondialisation n'est pas coupable* » ou « *un pays n'est pas une entreprise* ». Cette présentation permet de faire le point sur les apports scientifiques de cet auteur très polémique.

Enfin, Jacques Percebois se sert de l'analyse du conflit iraquien pour rappeler l'importance des stratégies étatiques dans la mondialisation. Cette

(30) R. PASSET, *L'Illusion néo-libérale*, Fayard, Paris, 2000.

(31) R. PETRELLA, « Globalization and internationalization : the dynamics of the emerging World Order », in BOYER/DRACHE (dir.), 1996, pp. 62-83.

(32) C. SERFATI, *La Mondialisation armée. Le déséquilibre de le terreur*, Editions Textuel, Paris, 2001.

guerre souligne les rapports évidents entre la sphère politique et le domaine de l'économie. Si elle n'a pas conduit à une augmentation sensible du prix du pétrole, du fait d'un marché structurellement excédentaire, un pourrissement de la situation militaire pourrait déstabiliser la région et compromettre la stabilité politique du Moyen-Orient. Or, l'Iraq est une pièce maîtresse à la fois du marché du pétrole, au moins à terme, et des relations entre les Etats-Unis et la Russie.

Bibliographie

- Adda, J. (1996), *La mondialisation de l'économie*, La découverte, Paris.
- Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition, *Cahiers de l'Espace Europe*, n°5, Avril
- Allais, M. (1999), La mondialisation, le chômage et les impératifs de l'humanisme, *Science et humanisme*, 9-10 Avril.
- Arrow, K. (2001), La globalisation et ses implications pour la sécurité, *Pax Economica*, Printemps, Grenoble.
- Baghwati, J. (1992), Regionalism and Multilateralism, in *New Dimensions in Regional integration* (Di Melo & Panagariya), World Bank, Washington.
- Barber, B.R. (1996), *Djihad vs McWorld*, Desclée de Brouwer, Paris.
- Boyer, R., Drache, D. (1996), *States against Market*, Routledge, London.
- Brown, P., Schweke, B. (2001), *An examination of the Pros and Cons*. Corporation for Enterprise Development, September.
- Chevallier, F.X. (1998), *Le bonheur économique*, Albin Michel
- Cohen, E. (1996), *La tentation hexagonale*, Fayard, Paris.
- Coulomb, F. Fontanel, J. (2000), Puissance des Etats et globalisation économique, *Ares, Défense et sécurité*.
- Coulomb, F., Fontanel, J. (2003), Disarmament: a century of economic thought, *Defence and Peace Economics*, 14 (3),
- Fontanel, J. (1989), Les technologies militaires et le développement économique contemporain, *Ares, Défense et Sécurité*. "3(1).
- Fontanel, J., Bensahel, L. (1992), La guerre économique, *Arès, Défense et sécurité*, 6(4).
- Fontanel, J., Matelly, S. (2000), Le coût des dividendes de la paix, *Mondes en développement*, Tome 28, année 2000, n° 112,
- Fontanel, J. (1993), *Economistes de la paix*, Presses Universitaires de Grenoble.
- Fontanel, J., Bensahel, L. (2002), Guerre et économie. Les liaisons dangereuses, *Revue Géoéconomie*, fin 2002.
- Fontanel, J. (2002), *Globalisation économique et sécurité internationale. Introduction à la géoéconomie*. Collection "Côté Cours", Grenoble.
- Fontanel, J., Arrow, Klein, Sen (2003), *Civilisations, globalisation et guerre*, PUG, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.
- Fontanel, J. (2002), L'imperium américain est-il inébranlable ? *Sociétales*, n° 38, 4^e Trimestre 2002.
- Fukuyama, F. (1991), *La fin de l'histoire et le dernier homme*. Flammarion, Paris.
- Gilder, G. (1981), *Richesse et pauvreté*, Albin Michel, Paris.

- Hattori, A., Fontanel, J., Chatterji, M (1996), *Arms spending, development and security*, Ashing Publishing House, New Delhi,
- Julien, C. (1998), *La Mondialisation. Un défi pour les citoyens*. Bruno Leprince Editeur, Paris.
- Krugman, P.R. (1994), Le Libre-échange, solution de second rang, *Problèmes économiques*, n°2366.
- Krugman, P. (1998), *La mondialisation n'est pas coupable*. La Découverte, Paris.
- Labarde & Marris (1998) *Ah ! Dieu que la guerre économique est jolie*, Albin Michel, Paris
- Luttwak, E.N. (1999) *Le turbo-capitalisme*, Odile Jacob, Paris.
- Minc, A. (1997), *La mondialisation heureuse*, Plon, Paris.
- Ohmae, K. (1990), *The Borderless World*, Collins, New York.
- Ohmae, K. (1995), Putting global logic first, *Harvard Business Review*, January-February.
- Ohmae, K. (1996), *De l'Etat-Nation aux Etats-régions*, Dunod, Paris.
- Passet, R. (2000) *L'illusion néo-libérale*, Fayard, Paris.
- Reich, R. (1992), *The Work of Nations*, Vintage Books, New York.
- Reich, R. (1993) *L'économie mondialisée*, Dunod, Paris
- Sachs, J.D. (1995), Consolidating capitalism, *Foreign Policy*, Spring.
- Sen, A. (2000), Travail et droits. *Revue internationale dsu travail*, 139(2).
- Serfati, C. (2001), *La mondialisation armée. Le déséquilibre de la terreur*, Textuel, Paris.
- Teulon, F. (1993) *La nouvelle économie mondiale*, PUF, Paris
- Thurow, L. (1996), *The Future of capitalism*, William Morrow and Company, New York.